



De nouvelles opportunités dans la finance islamique

March 19, 2015



Mark Mobius
Executive Chairman
Templeton Emerging Markets Group

Je suis convaincu qu'il existe des opportunités dans la finance islamique (conforme à la Charia), qui répond aux besoins d'investissement des musulmans, soit 1,6 milliard d'individus dans le monde. J'ai récemment participé à une conférence sur la finance islamique organisée par Franklin Templeton à Dubaï. S. A. R le Sultan Nazrin Muizzuddin Shah, Sultan de Perak Darul Ridzuan, et Patron Royal de la Malaysia's Islamic Finance Initiative a prononcé le discours d'ouverture soulignant les avancées réalisées par la finance islamique au cours des dernières années et les défis qui restent à relever. La présence d'un membre aussi éminent et respecté de la communauté de la finance islamique lors de notre conférence reflète bien les efforts déployés par notre équipe en Malaisie (un centre majeur de la finance islamique) et les autres collaborateurs au sein de Templeton.

La venue du Patron Royal de la Malaysia's Islamic Finance Initiative n'était pas fortuite, puisque la Malaisie et Dubaï font partie des plus grands acteurs et promoteurs de la finance islamique dans le monde. Les deux pays contribuent activement au développement de structures institutionnelles destinées à favoriser l'expansion internationale des produits conformes à la Charia, notamment les actions et les Sukuk (équivalent des obligations). Les autorités malaisiennes sont notamment très impliquées dans l'élargissement de l'éventail de produits financiers conformes à la Charia, tandis que Dubaï a vu naître l'une des premières banques islamiques en 1975, et aspire à devenir une plaque tournante de la finance islamique.



At the Franklin Templeton Islamic Forum, Dubai: Stephen Grundlingh, Co-CEO &

Regional Head of Southeast Asia, Franklin Templeton; Datuk Ahmad Anwar Adnan, Malaysian Ambassador to UAE; YBhg Datuk Ranjit Ajit Singh, Chairman of Securities Commission Malaysia; His Royal Highness Sultan Nazrin Muizzuddin Shah Ibni Almarhum Sultan Azlan Muhibbuddin Shah, Sultan of the State of Perak Darul Ridzuan & Royal Patron for Malaysia's Islamic Finance Initiative; Tan Sri Dato' Sri Dr. Zeti Akhtar Aziz, Governor of Bank Negara Malaysia; Dr. Mark Mobius, Executive Chairman of Templeton Emerging Markets Group; Dhiraj Rai, Director of Gulf & Eastern Mediterranean, Franklin Templeton; Sandeep Singh, CEO & Country Head - Malaysia, Franklin Templeton; Adam Quaife, Regional Head of Central & Eastern Europe and Middle East, Franklin Templeton.

Les initiatives entreprises par les acteurs de ce segment en Malaisie, à Dubaï et ailleurs ont porté leurs fruits en 2014. Au cours de l'année, plusieurs émissions de Sukuk ont été réalisées dans des pays non musulmans, notamment au Royaume-Uni, à Hong Kong, en Afrique du Sud et au Luxembourg, ce qui représente une véritable percée pour ce type de produits auparavant très ancrés localement et réservés à quelques nations islamiques. À l'échelle des marchés financiers internationaux, les actions conformes à la Charia et les Sukuk représentent cependant toujours une classe d'actifs minoritaire.

Le secteur de la finance islamique n'en est encore qu'à ses prémices par rapport aux investissements traditionnels : il se développe certes rapidement, mais ne constitue pour l'instant qu'une partie infime des actifs dans le monde. À ce jour, la majeure partie des actifs sont encore détenus sur les comptes de dépôt de banques islamiques. Certains aspects de la loi islamique affectent l'investissement, notamment l'interdiction de verser des intérêts (« Riba »), ainsi que les interdictions frappant des produits ou des activités comme l'alcool, les armes, certaines denrées alimentaires et activités liées à l'alimentation. Ces restrictions peuvent paraître assez triviales au premier abord, mais en pratique, il est parfois difficile de déterminer si tel produit est conforme ou non à la Charia, ce qui nécessite l'intervention de spécialistes de l'Islam, notamment dans les phases d'élaboration de nouveaux produits destinés à enrichir la gamme globale, qui sont l'occasion de longs débats. L'interprétation des principes de la Charia diffère en outre d'un spécialiste à l'autre. Aussi, la création de standards uniques pour ce type de produits est délicate en raison des différences de législations et du fait que de nombreux produits ne respectent pas intégralement les nombreuses normes en place.

Alors que les sociétés cherchent à élaborer des instruments de plus en plus complexes, par exemple dans le domaine des dérivés et des couvertures de change, les problèmes d'interprétation peuvent entraver l'acceptation du produit par le marché. Pourtant, je constate que de nombreuses idées caractéristiques de la finance islamique gagnent en popularité sur les marchés conventionnels sous la forme des concepts d'investissement éthique ou socialement responsable, créant ainsi une connexion entre le monde des investissements conformes à la Charia et ce segment en croissance de la finance classique. En outre, les investissements conformes à la Charia mettent en avant leur utilité et leur impact social pour aider l'humanité. Cet aspect semble compatible avec le besoin de réaliser de lourds investissements dans les infrastructures de nombreux pays émergents, à la fois dans le monde musulman et ailleurs, qui nécessiteront d'exploiter des ressources dépassant largement les capacités des gouvernements.

Au vu des grandes initiatives en cours visant à créer des Sukuk internationalement reconnus destinés au financement d'infrastructures, je pense que ce besoin urgent à l'échelle mondiale représente une formidable opportunité dont Franklin Templeton pourrait être tout à fait en mesure de bénéficier. Les pays islamiques étant parmi les plus peuplés et les plus dynamiques au monde sur le plan économique, je suis convaincu que l'investissement conforme à la Charia pourrait prendre de l'importance et constituer pour nous une initiative en ligne avec les idéaux de notre mentor, Sir John Templeton.

Les commentaires, les opinions et les analyses de Mark Mobius sont personnels et fournis à titre d'information uniquement dans l'intérêt général et ne sauraient constituer un conseil d'investissement individuel, une recommandation ou une incitation à acheter, vendre ou détenir un titre ou à adopter une stratégie d'investissement particulière. Ils ne constituent pas un conseil d'ordre juridique ou fiscal. Les informations contenues dans ce document sont valables à leur date de publication et peuvent changer sans préavis, et ne constituent pas une analyse complète des événements survenant dans les divers pays, régions ou marchés.

Les données de tierces parties peuvent avoir été utilisées dans la préparation de ce document et Franklin Templeton Investments (« FTI ») n'a pas vérifié, validé ni audité de manière indépendante ces données. FTI décline toute responsabilité quant aux éventuelles pertes résultant de l'utilisation de ces informations et la pertinence des commentaires, analyses et opinions présents dans cet article est laissée à la seule appréciation du lecteur. Les produits, services et informations peuvent ne pas être disponibles dans toutes les juridictions et sont fournis par les sociétés affiliées de FTI et/ou leurs distributeurs, dans la mesure où la réglementation/législation locale l'autorise. Veuillez consulter votre conseiller financier pour toute information supplémentaire sur la disponibilité des produits et services dans votre juridiction.

Quels sont les risques ?

Tout investissement comporte un risque, notamment celui de ne pas récupérer le capital investi. Les investissements dans des titres étrangers comportent des risques spécifiques : fluctuations de change, instabilité économique et évolution de la situation politique, par exemple. Investir dans les marchés émergents, y compris dans la sous-catégorie des marchés frontières, implique des risques accrus concernant ces mêmes facteurs, lesquels s'ajoutent aux risques liés à leur plus petite taille, à leur liquidité inférieure et à l'absence d'un cadre juridique, politique, commercial et social établi pour soutenir les marchés boursiers. Les risques liés à l'investissement dans les marchés frontières sont encore supérieurs à ceux associés aux marchés émergents en raison du développement moins avancé des structures précitées, ainsi que du potentiel de forte volatilité des prix, de la liquidité insuffisante, des barrières commerciales et des contrôles sur les taux de change.